

Publications périodiques

Comptes annuels

HSBC LEASING (France)

Société de Financement
Société anonyme au capital de 168 527 700 Euros
Siège social : 39 rue de Bassano - 75008 Paris
SIREN 414 885 202 R.C.S. Paris

Exercice social du 1-1-2018 au 31-12-2018

Comptes approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 mai 2019.

I. — Bilan 2018.
(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Caisse, banques centrales, CCP		0	0
Effets Publics et Valeurs assimilées		0	0
Créances sur les établissements de crédit	2 & 3	47 920	43 063
Opérations avec la Clientèle	2, 3 & 7	21 785	18 576
Obligations et Autres Titres à revenu fixe		0	0
Actions et Autres Titres à revenu variable		0	0
Participations et Autres Titres détenus à long terme		0	0
Parts dans les Entreprises liées	10 & 11	1 163 602	1 392 265
Crédit-bail et location avec option d'achat	4, 5 & 8	0	0
Location simple	4, 5 & 8	0	0
Immobilisations incorporelles		0	0
Immobilisations corporelles		0	0
Capital souscrit non versé		0	0
Actions propres		0	0
Autres actifs	2, 3 & 6	24 546	28 021
Comptes de Régularisation	6	8 770	16 262
Total de l'actif		1 266 624	1 498 187

Passif	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Banques centrales, CCP		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	2, 3 & 13	295 892	417 391
Opérations avec la Clientèle	2 & 3	682 670	792 414
Dettes représentées par un titre		0	0
Autres passifs	2, 3 & 6	49	100
Comptes de Régularisation	6	4 398	4 071
Provisions	7	41 379	0
Dettes subordonnées		0	0
Fonds pour Risques Bancaires Généraux		0	0
Capitaux propres hors FRBG (+/-)	9	242 236	284 211
Dont résultat de l'exercice		19 660	88 279
Total du passif		1 266 624	1 498 187

Hors-bilan (En milliers d'Euros.)	2018	2017
Engagements donnés		
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	0	0
Engagements sur titres	0	0
Engagements reçus		
Engagements de financement	82 976	98 977
Engagements de garantie	0	0
Engagements sur titres	0	0

(En milliers d'Euros.)	2018	2017
Autres informations relatives au hors bilan :		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Achats à terme de devises (opérations de couverture)		
Reçu		9 233
Donné		-7 682
Cross Currency swaps (opérations de couverture)		
Reçu (72 987 KUSD)	63 744	131 651
Donné	-51 488	-111 632
Cross Currency swaps (opérations de couverture)		
Reçu	434 198	448 623
Donné (-542 545 KUSD)	-473 838	-469 384

II. — Compte de résultat 2018.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts et produits assimilés	2 915	7 902
Sur opérations avec les établissements de crédit	2	
Sur opérations avec la clientèle	5	
Sur opérations de swaps	2 908	
Intérêts et charges assimilées	-21 781	-27 254
Sur opérations avec les établissements de crédit	-5 123	
Commissions	-461	
Sur opérations avec la clientèle	-653	
Sur opérations de swaps	-15 544	
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	18 355	22 356
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-60 470	-80 054
Revenus des titres à revenu variable	57 036	58 734
Dont dividendes et produits assimilés	57 036	
Commissions (produits)	0	0
Commissions (charges)	0	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-1 508	21 687
Gains ou pertes de change	-1 508	
Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés	0	
Autres produits d'exploitation bancaire	101	75
Autres charges d'exploitation bancaire	-106	0
Produit net bancaire	-5 458	3 447
Charges générales d'exploitation	-446	-85
Autres frais administratifs	-73	
Autres charges externes	-372	
Dont honoraires CAC :	-31	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des	0	0
Immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
Résultat brut d'exploitation	-5 904	3 362
Coût du risque	-653	-653
Résultat d'exploitation	-6 556	2 709
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	46 010	61 797
Résultat courant avant impôts	39 454	64 506
Dotations pour risque fiscal	-41 379	0
Impôt sur les bénéfices	21 585	23 773
Dotations / Reprise de FRBG et provisions réglementées	0	0
Résultat net de l'exercice	19 660	88 279

— Évolution du capital en actions :

POSTES	Nombre de titres				
	À l'ouverture de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	À la clôture de l'exercice	Valeur nominale
Actions ordinaires	17 610 000			17 610 000	9,57
Actions amorties				0	
Actions à dividendes prioritaires sans droit de vote				0	
Actions préférentielles				0	
Parts sociales				0	
Certificats d'investissement				0	

— Variations des capitaux propres :

POSTES	2017			2018 (En Euros)
	Montant	Augmentations	Diminutions	Montant
Capital souscrit	168 527 700			168 527 700
Réserves	4 874 583	4 413 971	0	9 288 554
Report à nouveau	22 529 273	83 865 443	61 635 000	44 759 716
Résultat de l'exercice	88 279 414	19 660 086	88 279 414	19 660 086
Provisions réglementées	0			0
Montant des capitaux propres au 31 décembre	284 210 970	107 939 500	149 914 414	242 236 056

III. — Annexe aux comptes sociaux.

Note 1. — Principes, règles et méthodes comptables.

1.1. Rappel des principes. — Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels et leurs annexes sont établis et présentés conformément au règlement 2014.02 de l'Autorité des Normes Comptables et aux principes comptables généralement admis en France et applicables aux sociétés de financement.

Afin de mieux apprécier la situation et les résultats de la société, il est nécessaire de compléter cette présentation issue de la comptabilité sociale par les éléments particuliers de la comptabilité financière tenue par les sociétés pratiquant des opérations de crédit-bail ou de location longue durée.

1.2. Modes et méthodes appliqués aux différents postes du bilan et du compte de résultat.

1.2.1. Méthode de comptabilité financière. — Le résultat financier des opérations de crédit-bail est calculé après amortissement financier, ce dernier étant égal à la part du loyer HT affectée à l'amortissement du montant initial financé, après rémunération à un taux de placement déterminé du capital restant dû.

Les loyers sont perçus à terme échu et la méthode retenue pour calculer l'amortissement financier est celle dite « Intérêts à Terme Échu – Valeur résiduelle incluse ».

En comptabilité financière, les intérêts sont enregistrés à leur date d'exigibilité prorata temporis.

Le résultat financier dégagé en liaison avec les opérations de location financement peut être différent du bénéfice social, ceci étant essentiellement dû à la différence entre les amortissements financiers et les amortissements fiscaux pratiqués.

Cette différence, lorsqu'elle est excédentaire, permet de constituer une réserve non apparente qualifiée de « réserve latente », essentiellement constituée par la différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable des mêmes biens donnés en location.

Dans les cas où la valeur nette comptable des biens loués est supérieure à l'encours financier (réserve latente « négative »), une provision pour risques du montant de la différence est comptabilisée dans les comptes sociaux.

Il n'y a pas de réserve latente au 31 décembre 2018.

1.2.2. Méthode de comptabilité sociale :

— Transactions entre Parties liées et opérations non inscrites au bilan : HSBC Leasing (France) applique, à compter du 1^{er} janvier 2014, le règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan. L'application de ce nouveau règlement ne concerne pas HSBC Leasing (France) sur la période.

— Commissions et frais liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours : Le Règlement CRC n°2014-07 relatif au traitement comptable des commissions et frais liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours s'applique depuis le 1^{er} janvier 2014. Les commissions et coûts relevant du périmètre d'application du règlement doivent désormais faire l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

Les sociétés pratiquant des opérations de crédit-bail ou de location de longue durée pouvaient amortir les matériels qu'elles donnent en location conformément aux dispositions légales et réglementaires, c'est-à-dire qu'elles pouvaient pratiquer des amortissements comptables de type dégressif, linéaire ou dérogatoire, indépendamment de la durée des contrats de location. Elles pouvaient également opter fiscalement pour l'amortissement financier.

Le mode d'amortissement des matériels donnés en location n'avait en effet pas été modifié au titre de l'exercice 2005 en dépit de l'entrée en application en France du règlement CRC 2002-10 : un communiqué du Conseil National de la Comptabilité (CNC) en date du 6 décembre 2005 en avait en effet repoussé l'application pour les entreprises pratiquant la location financement, en raison des difficultés pratiques de mise en œuvre pour ce type d'entreprises, et ce dans l'attente des conclusions d'un groupe de travail mis en place entre le CNC et la Direction de la Législation Fiscale (DLF).

Le Comité d'Urgence du CNC a finalement émis le 4 octobre 2006 un avis précisant les traitements comptables en matière d'amortissement applicables notamment aux établissements financiers pour leurs biens donnés en location financement.

Cet Avis a précisé les éléments suivants :

a) Durée et mode d'amortissement : Les biens donnés en location financement sont amortissables selon le mode linéaire sur leur durée d'utilisation, par référence aux articles 39 B et 39 C du Code Général des Impôts (CGI) : la durée de référence n'est donc pas en principe la durée du contrat.

Certaines entreprises (les établissements financiers principalement) peuvent toutefois utiliser un mode d'amortissement financier à condition qu'elles aient opté fiscalement pour ce mode d'amortissement.

Les entreprises conservent la possibilité de pratiquer les amortissements exceptionnels ou dégressifs autorisés par la législation fiscale, mais l'excédent de ces amortissements sur l'amortissement économique devra être systématiquement porté dans un compte d'amortissement dérogatoire au passif du bilan.

b) Composants : L'Avis a précisé que les sociétés bailleuses n'ont pas à procéder à une ventilation par composants des biens loués si elles ne sont pas responsables des remplacements des éléments composant ces biens.

L'application de cet Avis n'a eu aucune incidence sur les états financiers de HSBC LEASING (FRANCE) en 2018 car les méthodes utilisées par les entités absorbées par HSBC LEASING (FRANCE) avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2018 étaient déjà conformes à cet Avis. En effet, pour tous les dossiers en portefeuille, l'amortissement économique comptabilisé correspondait à l'amortissement linéaire sur une durée d'utilisation qui correspondait également à la durée fiscale autorisée.

La ventilation par composant n'était pas applicable aux biens loués par les entités absorbées par la société, qui n'avaient aucune responsabilité quant à l'entretien, la maintenance ou le remplacement de composants de ces biens pendant la période de location.

La méthode utilisée en 2018 pour le calcul des dotations aux amortissements par les entités absorbées jusqu'à la date de levée d'option par le locataire était l'amortissement linéaire sur 13 ans.

1.2.3. Le portefeuille de titres. — La société applique le CRC 2005-01 relatif à la comptabilisation des opérations sur titres.

— La rubrique "titres de participation" regroupe les titres détenus de façon durable. Les titres de participation ont été comptabilisés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition, frais exclus, et sont évalués, à la date de clôture de l'exercice, individuellement au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité fondée notamment sur une perspective de rentabilité des activités des sociétés concernées.

— Les titres de participation en devises financés en euros sont présentés au cours historique, l'écart d'évaluation résultant de la conversion au cours de clôture de l'exercice ne participant pas au résultat de change de la période.

— Les parts dans les entreprises liées ont été comptabilisées à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition, frais exclus, et sont évaluées, à la date de clôture de l'exercice, selon la situation nette et les perspectives de rentabilité des sociétés concernées.

1.2.4. Emprunts couverts par des contrats d'échange de devises à terme. — Dans le cadre des opérations de location financement, la société a conclu en 2006 avec ses partenaires un contrat d'échange de devises à terme. Ces contrats couvrent du côté des sociétés la majeure partie des loyers. Du côté de HSBC LEASING (FRANCE), ces contrats couvrent le remboursement en principal d'une partie des emprunts contractés ainsi que les intérêts y afférents.

Compte tenu de cette couverture, le gain latent à la clôture de l'exercice sur la partie couverte des emprunts en dollars souscrits par HSBC LEASING (FRANCE) n'est pas comptabilisé au compte de résultat mais est conservé au bilan dans un compte de régularisation passif. La reprise de ce compte au compte de résultat est étalée sur toute la durée de l'opération et se fait à chaque échéance mensuelle d'emprunt, en fonction des cours forward, ce qui traduit la nature de « report » de ce gain latent.

Ces contrats sont arrivés à terme en 2018.

1.2.5. Emprunts couverts par des contrats de cross currency swap. — Des opérations de location financement ont été mises en place en 2008, 2009 et 2011. Dans ce cadre, HSBC LEASING (FRANCE) a conclu avec ses partenaires des contrats de « cross currency swap ». Ces contrats couvrent du côté des sociétés les intérêts et les remboursements en principal des dépôts de garantie versés par les compagnies aériennes, ainsi que la majeure partie des loyers. Du côté de HSBC LEASING (FRANCE), ces contrats couvrent le remboursement en principal des emprunts ainsi qu'une partie des intérêts.

Compte tenu de cette couverture, l'écart latent à la clôture de l'exercice sur les emprunts en dollars souscrits par HSBC LEASING (FRANCE) n'est pas comptabilisé au compte de résultat puisqu'il a pour contrepartie un écart inverse sur les contrats de cross currency swap.

Ces six opérations sont arrivées à terme de manière échelonnée en 2017 et 2018 et les emprunts y afférents ont été remboursés.

Suivant mention en « Faits caractéristiques », le 07 février 2014 a été mis en place le dispositif EMIR pour la société et ses filiales, réglementation ayant pour objectif la réduction du risque lié aux produits dérivés de gré à gré.

D'un point de vue opérationnel, HSBC France a été interposé pour les dérivés mis en place entre la Société et ses filiales, (de manière à ce que ces dérivés soient correctement appréhendés dans les systèmes opérants de HSBC France).

D'un point de vue juridique, la Société et ses filiales ont cédé, en date du 6 janvier 2014, les Conventions cadre FBF et les transactions réalisées en vertu de celles-ci à HSBC France.

1.2.6. Titres de participation couverts par un contrat de cross currency swap. — Dans le cadre d'opérations de location financement d'avions aux EMIRATS ARABES UNIS, HSBC LEASING (FRANCE) a conclu avec HSBC France des contrats de « cross currency swap » couvrant le remboursement en principal de l'augmentation de sa participation en dollars au capital de la filiale HSBC MIDDLE EAST LEASING PARTNERSHIP.

Dans le cadre d'opérations similaires, HSBC LEASING (FRANCE) a conclu en 2014 avec HSBC France un nouveau contrat de « cross currency swap » couvrant le remboursement en principal des augmentations successives de sa participation en dollars au capital de la filiale HSBC MIDDLE EAST LEASING PARTNERSHIP.

1.2.7. Impôt sur les sociétés :

a) Intégration fiscale : Suite à la détention à plus de 95% du CCF par HSBC au cours de l'année 2000, un nouveau groupe fiscal a été créé à compter du 1^{er} janvier 2001.

HSBC LEASING (FRANCE) a accepté d'intégrer ses résultats fiscaux avec ceux de la société HSBC BANK PLC PARIS BRANCH, société tête de groupe. Une convention d'intégration fiscale a été signée entre les deux sociétés, applicable à compter de l'exercice clos le 31 décembre 2001.

Conformément aux clauses de cette convention, une rétrocession d'impôt sur les sociétés et de contributions additionnelles de HSBC BANK PLC PARIS BRANCH est comptabilisée à raison du déficit fiscal réalisé par HSBC LEASING (FRANCE).

Une rétrocession d'impôt a été comptabilisée au 31 décembre 2018 au titre du déficit fiscal 2018 pour un montant total de K€ 21 585.

b) Méthode de l'impôt exigible : HSBC LEASING (FRANCE) a choisi d'appliquer la méthode de l'impôt exigible. Dans cette méthode, la charge d'impôt de l'exercice est le montant dû, sans comptabilisation des impôts différés liés aux différences temporaires.

1.2.8. Note sur le hors bilan :

a) Contrats avec des entités de location financement : HSBC LEASING (FRANCE) avait acquis en 2008, 2009 et 2011 la totalité du capital de sociétés par actions simplifiées dont l'objet est la location financement d'aéronefs à des compagnies aériennes chinoises. HSBC LEASING (FRANCE) se finance dans le cadre de ces opérations par des emprunts en dollars alors que ces entités perçoivent des loyers également en dollars : HSBC LEASING (FRANCE) a donc conclu avec ces sociétés des contrats d'échanges de devises à terme ou des contrats de « cross currency swap » de manière à couvrir une partie de ses engagements en dollars (NB : les titres de ces sociétés avaient été apportés en 2011 à une holding mais ceci n'a pas eu d'incidence sur les contrats).

Par ailleurs, dans le cadre d'opérations de location financement d'avions aux EMIRATS ARABES UNIS, HSBC LEASING (FRANCE) a conclu en 2008, 2015 et 2017 avec HSBC FRANCE des contrats de « cross currency swap » couvrant le remboursement en principal de l'augmentation de sa participation en dollars au capital de la filiale HSBC MIDDLE EAST LEASING PARTNERSHIP (augmentation de capital de 144 160 KUSD intervenue en décembre 2008, augmentation de capital de 124 100 KUSD intervenue en janvier 2014, augmentation de capital de 150 450 KUSD intervenue en octobre 2015, augmentation de capital de 28 050 KUSD intervenue en mars 2017 et augmentation de capital de 72 250 KUSD intervenue en juin 2017).

Au 31 décembre 2018, HSBC LEASING (FRANCE) est engagée à acquérir au titre du principal des « cross currency swaps » un total de KUSD 72 987 contre K€ 51 488 (opérations mises en place en 2011, et à céder un total de KUSD 542 545 contre K€ 434 198 (opérations mises en place en 2011, et « HSBC MIDDLE EAST LEASING PARTNERSHIP »).

1.2.9. Informations sur les comptes en devises. — La société détient un compte bancaire en dollars auprès de HSBC FRANCE, en raison du lancement d'opérations en dollars à partir de l'exercice 2006.

La société a également souscrit en 2007, 2008 et 2009 des emprunts en dollars et a acquis une participation en dollars dans HSBC MIDDLE EAST LEASING PARTNERSHIP, participation financée en euros.

1.2.10. Évaluation des créances et des dettes. — Les créances et les dettes sur la clientèle et sur les établissements de crédit sont évaluées au coût historique. Une dépréciation est comptabilisée à la clôture de l'exercice lorsqu'une perte de valeur est constatée.

Les créances et les dettes en monnaie étrangère sont converties à leur contre-valeur en euros à la date de clôture de l'exercice et les pertes ou les gains résultant de cette conversion sont comptabilisés en compte de résultat, à l'exception de celles faisant l'objet des contrats de couverture.

Au 31 décembre 2018, des dépréciations pour un total de K€ 7 306 sont comptabilisées au titre des créances rattachées sur les filiales SNCB M6 2007-A, SNCB M6 2007-B et SNCB M6 2008-A qui s'élèvent à K€ 7 302, K€ 5 571 et K€ 4 750 respectivement. Ces dépréciations se justifient par l'abandon probable de ces créances la dernière année des opérations de location portées par ces trois entités. Elles sont évaluées de manière à répartir la charge sur la durée de ces opérations de location.

1.2.11. Évaluation des commissions. — Les commissions perçues ou payées sont comptabilisées quand elles sont acquises ou dues. Les commissions payées lors de la mise en place des opérations de location financement en 2008 et 2011 ont été réparties sur la durée des opérations, leur reprise en résultat se faisant au rythme de l'amortissement des emprunts y afférents.

Au 31 décembre 2018, le montant des charges à répartir figurant à ce titre au bilan est de K€ 354 et la charge comptabilisée en 2018 s'élève à K€ 334.

1.2.12. Comptes consolidés. — La société est incluse dans le périmètre de consolidation de la société HSBC France et est à ce titre exemptée d'établir et de publier des comptes consolidés.

2. – Faits caractéristiques de l'exercice.

a) La société a procédé avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2018, à la fusion absorption de sept de ses filiales (entités « CHANG JIANG » et « ZHU JIANG »), dégageant un boni de fusion de K€ 42 575.

Compte tenu de la rétroactivité comptable et fiscale de ces opérations au 1^{er} janvier 2018, la totalité des opérations réalisées par les sociétés absorbées en 2018 ont été réputées réalisées par HSBC LEASING (FRANCE), qui a donc notamment enregistré les produits de location des aéronefs, les dotations aux amortissements et les moins-values de cession des actifs.

b) La filiale ASSET LEASING KG a été liquidée en novembre 2018, dégageant un mali de K€ 26 en contrepartie d'une reprise de provision de K€ 112.

c) La société s'est vue notifier en décembre 2018 une proposition de rectification portant sur les exercices 2015-2017. Une provision pour risque de K€ 41 379 a été comptabilisée à ce titre au 31 décembre 2018.

3. – Les résultats 2018.

Le « Produit net bancaire » se traduit par un gain de 5 458 K€ pour l'exercice 2018 contre un gain de 3 447 K€ en 2017. Il est essentiellement constitué :

Produits :

- des intérêts créditeurs sur placements pour 7 K€;
- des produits sur opérations de location financement de K€ 18 355 pour les opérations « ZHU JIANG » et « CHANG JIANG ».
- des revenus issus des participations dans HSBC MIDDLE EAST LEASING PARTNERSHIP, pour 14 460 K€;
- du boni de fusion dégagé lors de la fusion absorption des entités « CHANG JIANG » et « ZHU JIANG » pour 42 575 K€;

Charges :

- des intérêts et charges assimilées pour 6 237 K€;
- des charges nettes de cross currency swaps sur opérations de location financement pour 12 635 K€;
- des amortissements sur les biens loués en location financière par les sociétés absorbées pour 10 773 K€, plus la valeur nette des biens cédés pour 49 697 K€;
- de la dotation aux provisions pour pertes sur créances « SNCB M6 » pour 653 K€.
- des pertes de change nettes pour 1 508 K€.

Les gains sur actifs immobilisés s'élèvent à 46 010 K€ pour l'exercice 2018 et sont principalement constitués des reprises de provisions pour risque compensant les pertes constatées lors de la levée d'option des locataires des opérations « ZHU JIANG » et « CHANG JIANG » ;

Les autres charges d'exploitation s'élèvent à K€ 445 pour l'exercice 2018 contre K€ 85 pour l'exercice précédent.

Elles comprennent essentiellement au 31 décembre 2018 :

- les impôts et taxes de K€ 73 ;
- les charges externes diverses (K€ 372) comprenant principalement des frais juridiques, de comptabilité et de commissariat aux comptes, et des frais liés à la fin de certaines opérations.

Sur l'exercice 2018, la Société a fait l'objet d'un contrôle fiscal sur les années 2015 et 2016. L'administration fiscale a adressé fin 2018 une proposition de rectification concernant le traitement fiscal de provisions relatives à certaines opérations de crédit-bail. Une provision correspondant à la meilleure estimation du risque, à ce stade, a été comptabilisée au 31 décembre 2018, pour un montant de 41.378.534 €.

Compte tenu d'un produit d'impôt de K€ 21 585 (rétrocession par le groupe fiscal), le résultat de l'exercice 2018 est un bénéfice de **19 660 K€**, contre un bénéfice de K€ 88 279 au titre de l'exercice 2017.

4. – Bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Le total du bilan de HSBC LEASING (FRANCE) s'établit au 31 décembre 2018 à 1 266 624 K€ contre 1 498 187 K€ au 31 décembre 2017.

Actif. — Les créances sur les établissements de crédit s'élèvent à 47 920 K€ contre 43 063 K€ à fin 2017 et représentent des comptes courants.

Le poste « Parts dans les entreprises liées » de 1 163 602 K€ comprend principalement pour 560 905 K€ la participation de 100% dans les sociétés de location d'aéronefs, pour K€ 178 758 la participation dans la « Partnership » de Hong Kong BEAUSOLEIL, pour 111 K€ les participations dans les sociétés « SNCB M6 », et pour 423 790 K€ la participation dans HSBC MIDDLE EAST LEASING PARTNERSHIP.

Le poste « Opérations avec la clientèle » de 21 785 K€ représente les prêts de gestion de trésorerie faits aux structures de financement d'actifs pour K€ 11 470 et les avances aux trois filiales « SNCB M6 » d'un montant brut de K€ 17 622, à abandonner au terme de l'opération. Cet abandon futur est pris en compte de manière échelonnée via une dépréciation des créances qui s'élève à K€ 7 307 au 31 décembre 2018.

Le poste « Autres actifs » de 24 546 K€ est principalement composé :

- de la créance de rétrocession d'impôt sociétés pour K€ 21 678 ;
- des acomptes d'IS et de CVAE acquittés par les entités absorbées « CHANG JIANG » et « ZHU JIANG » pour K€ 2 509.

Le poste « Comptes de régularisation » de K€ 8 770 se compose principalement :

- des charges à répartir (K€ 354) relatives aux commissions de participation payées lors de la mise en place des emprunts des opérations conclues en 2008, 2009 et 2011. Ces charges sont étalées sur la durée des contrats d'emprunt au rythme des intérêts de ces mêmes emprunts ;
- des produits de swap à recevoir de K€ 499 ;
- du compte d'ajustement actif de K€ 7 918 relatif aux opérations de cross currency swaps et d'échanges de devises à terme des opérations de location financement.

Passif. — A la clôture de l'exercice 2018, les capitaux propres de HSBC LEASING (FRANCE) de l'exercice s'élèvent à 242 236 K€.

Le poste « Dettes envers les établissements de crédit » de 295 892 K€, intérêts courus compris, comprend les emprunts servant à financer les opérations de crédit-bail et de location logées dans les filiales.

Le poste « Opérations avec la clientèle » de 682 670 K€, intérêts courus compris, représente les emprunts de trésorerie accordés par les sociétés de financement d'actifs.

Le poste « Autres passifs » de 49 K€ comprend principalement des dettes d'exploitation diverses.

Le poste « Comptes de régularisation » de 4 398 K€ se compose :

- des charges de swap à payer de K€ 3 075 ;
- des charges à payer de K€ 115 ;
- des produits constatés d'avance au titre des opérations SNCB M6 pour K€ 1 208.

5. – Événements significatifs post-clôture.

Néant

Note 2. – Ventilation des créances et dettes selon leur durée résiduelle.
(En milliers d'euros.)

Emplois / ressources	Total	Durée <= 3 mois	Durée > 3 mois et <= 1 an	Durée > 1 an et <= 5 ans	Durée > 5 ans	Comptes à vue
Emplois :						
Créances sur les établissements de crédit	47 920					47 920
Créances clients et créances rattachées	0					
Créances rattachées à des participations	21 785	6 841	4 628	0	10 316	
Autres actifs	24 546	359	24 187			
Total actif	94 252	7 200	28 816	0	10 316	47 920
Ressources :						
Dettes envers les établissements de crédit	295 892	63 703	20 201	40 378	171 610	
Dont dettes rattachées	464	404	60			
Dettes rattachées à des participations	682 670	146 196	536 474		0	
Dont dettes rattachées	227	114	113			
Dépôts de garantie reçus	0					
Autres passifs (hors dépôts de garantie)	49	49				
Total passif	978 611	209 948	556 675	40 378	171 610	0

Note 3. – Intérêts ou loyers courus HT ou échus, à recevoir ou à payer, inclus dans les postes du bilan.

Postes (En milliers d'Euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Loyers	Intérêts	Total	Loyers	Intérêts	Total
Postes de l'actif concernés :						
Créances sur les établissements de crédit			0			0
Créances sur crédit-bail et LOA			0			0
Créances sur location simple			0			0
Opérations avec la clientèle		4	4		1	1
Total des intérêts et loyers inclus dans le poste de l'actif	0	4	4	0	1	1
Postes du passif concernés :						
Dettes envers les établissements de crédit		464	464		981	981
Opérations avec la clientèle		227	227		299	299
Total des intérêts inclus dans le poste du passif	0	691	691	0	1 280	1 280

— Opérations avec des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation et actifs subordonnés :

Postes (En milliers d'Euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Opérations se rapportant			Opérations se rapportant		
	à des entreprises			à des entreprises		
	Liées	Sans lien	Total	Liées	Sans lien	Total
Créances sur les établissements de crédit	47 920		47 920	43 063		43 063
Crédit-bail et location avec option d'achat			0			0
Location simple			0			0
Opérations avec la clientèle - Actif	21 785	0	21 785	18 576	0	18 576
Autres actifs	24 030	516	24 546	27 782	239	28 021
Dettes envers les établissements de crédit	258 942	36 950	295 892	284 250	133 141	417 391
Opérations avec la clientèle - Passif	682 670		682 670	774 788	17 626	792 414
Autres passifs		49	49	34	66	100
Charges financières (hors pertes de change)	18 096	3 685	21 781	18 779	8 475	27 254
Produits financiers (hors gains de change)	59 951	0	59 951	66 636	0	66 636

Note 4. – Mouvements des postes crédit-bail et location avec option d'achat location simple.

Crédit-bail et LOA, location simple (En milliers d'Euros)	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la fin de l'exercice
Opération de crédit-bail et location avec option d'achat	0	199 024	199 024	0
Dont créances rattachées	0	6 813	6 813	0
Opération de location simple	0			0
Dont créances rattachées	0			0
Immobilisations en cours	0			0
Total général	0	199 024	199 024	0

Crédit-bail et LOA, location simple (En milliers d'Euros)	Total des augmentations	Ventilations	
		Augmentations consécutives à réévaluation pratique au cours de l'exercice	Acquisitions, créations apports et virements de poste à poste
Opération de crédit-bail et location avec option d'achat	199 024		199 024
Dont créances rattachées	6 813		6 813
Opération de location simple	0		
Dont créances rattachées	0		
Immobilisations en cours	0		
Total général	199 024	0	199 024

Crédit-bail et LOA, location simple (En milliers d'Euros)	Total des diminutions	Ventilations	
		Par virements de poste à poste	Par cessions à des tiers ou mises hors service
Opération de crédit-bail et location avec option d'achat	199 024		199 024
Dont créances rattachées	6 813		6 813
Opération de location simple	0		
Dont créances rattachées	0		
Immobilisations en cours	0		
Total général	199 024	0	199 024

Note 5. – Crédit-bail et location avec option d'achat location simple amortissements et dépréciations

Immobilisations amortissables (En milliers d'Euros)	Montant des amortissements en début d'exercice	Augmentations : apports reçus au cours de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : amortissements afférent aux actifs sortis et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Opération de crédit-bail et LOA	0	131 741	10 772	142 513	0
Opération de location simple	0				0
Total général	0	131 741	10 772	142 513	0

– Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice

Immobilisations amortissables (En milliers d'Euros)	Total des dotations	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
Opération de crédit-bail et LOA	10 772	10 772		
Opération de location simple	0	0		
Total général	10 772	10 772		

Note 6. — Ventilation du compte "autres actifs" :

Postes (En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Créances fiscales et sociales	24 303	28 013
Autres débiteurs divers	243	8
Total	24 546	28 021

— Ventilation du compte de régularisation actif :

Postes (En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Charges à répartir	354	690
Charges constatées d'avance		
Comptes de régularisation sur contrats d'échange de devises	7 918	14 355
Produits à recevoir	498	1 217
Total	8 770	16 262

— Ventilation du compte "autres passifs" :

Postes (En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Dépôts de garantie reçus		
Dettes fiscales et sociales	1	1
Fournisseurs		64
Autres dettes	48	35
Total	49	100

— Ventilation du compte de régularisation passif :

Postes (En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Charges à payer	3 190	2 787
Report sur échanges de devises à terme		
Produits constatés d'avance	1 208	1 284
Total	4 398	4 071

Note 7. – État des provisions et dépréciations.

Postes (En milliers d'Euros)	Montant 31/12/2017	Augmentations	Diminutions	Montant 31/12/2018
Dépréciation des créances	6 653	653		7 306
Provision pour risque fiscal		41 379		41 379
Total	6 653	42 032	0	48 685

Note 8. – Information en matière de crédit-bail et de location financière.

(En milliers d'Euros)	Dossiers aériens
Valeur d'origine	192 211
Amortissements économiques	
Cumul exerc. antérieurs	0
Augmentation par voie d'apport	131 741
Dotations exercice	10 772
Reprise exercice (1)	-142 513
Total	0
Amortissements dérogatoires	
Cumul exerc. antérieurs	0
Dotations/reprises exercice	0
Total	0
Redevances reçues	
Cumul exerc antérieurs	
Exercice	18 436
Total	18 436
Red. Restant à recevoir (1)	
A 1 an au plus	0
Entre 1 et 5 ans	0
A plus de 5 ans	0
Total	0
Valeur résiduelle (1)	
A 1 an au plus	
Entre 1 et 5 ans	0
A plus de 5 ans	
(1) Les locataires de ces structures ont exercé leur option d'achat en 2018	

Note 9. – Actionnariat et fonds propres.

Le capital social de HSBC LEASING France est composé de 17 610 000 actions ordinaires, d'une valeur nominale de 9,57 euros soit un montant total de 168 527 700 euros, entièrement libéré.

— Capitaux propres :

Postes (En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Capital souscrit	168 528	168 528
Réserves	9 289	4 875
Report à nouveau	44 759	22 529
Résultat de l'exercice	19 660	88 279
Provisions réglementées	0	0
Total des capitaux propres	242 236	284 211

Note 10. – Renseignements concernant les filiales et participations au 31 décembre 2018

Sociétés	Capital	Primes + Réserves + Report à nouveau + Provision s réglemen tées	Quote- part du capital détenu (en pourcent age)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances (net) consentis par la société et non encore rembours és	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos	Dividend es encaissé s par la société au cours de l'exercice 2018	Observati ons
				Brute	Nette						
A. Renseignements détaillés concernant les filiales											
Et les participations dont plus de 50% du capital ou											
Des droits sont détenus											
SAF ZHU JIANG JIU											
64, rue Galilée - 75008 PARIS	4 594	32 648	100%	30 419	30 419			4 079,63	959,43		
SAF ZHU JIANG SHI BA											
64, rue Galilée - 75008 PARIS	4 096	25 994	100%	27 309	27 309			5 201,84	152,45		
SAF ZHU JIANG SHI ER											
64, rue Galilée - 75008 PARIS	4 260	27 346	100%	28 403	28 403			5 429,91	155,87		
SAF ZHU JIANG SHI JIU											
64, rue Galilée - 75008 PARIS	4 741	29 995	100%	31 610	31 610			5 904,33	187,85		
SAF ZHU JIANG SHI LIU											
64, rue Galilée - 75008 PARIS	4 003	26 074	100%	26 690	26 690			5 205,97	191,55		
SAF ZHU JIANG SHI QI											
64, rue Galilée - 75008 PARIS	4 854	31 041	100%	32 363	32 363			6 098,72	203,00		
SAF ZHU JIANG SHI WU											
64, rue Galilée - 75008 PARIS	4 841	30 972	100%	32 276	32 276			6 056,35	183,36		
SAF CHANG JIANG											
64, rue Galilée - 75008 PARIS	11 739	107 030	100%	78 048	78 048			2 522,80	-13 948,38		
SAF FDM 5											
39, rue Bassano - 75008 PARIS	12 917	115 075	100%	85 907	85 907			2 571,13	-5 027,14		
SAF BAIYUN											
64, rue Galilée -	11 032	21 170	100%	11 032	11 032			7 404,66	2 249,94		

75008 PARIS												
SAF GUANGZHOU												
64, rue Galilée - 75008 PARIS		10 763	20 949	100%	10 763	10 763		7 252,11	2 230,48			
SAF ZHU JIANG												
64, rue Galilée - 75008 PARIS		12 210	111 022	100%	81 182	81 182		6 011,72	767,98			
THASOSFIN												
15, rue Vernet - 75008 PARIS		12 767	114 603	100%	84 903	84 903		4 286,81	-2 446,80			
SNCB M6 2007-A												
64, rue Galilée - 75008 PARIS		37	-38 451	100%	37	37	4 164	5 731,38	-2 942,76	0		
SNCB M6 2007-B												
64, rue Galilée - 75008 PARIS		37	-28 053	100%	37	37	3 281	4 364,06	-2 264,65	0		
SNCB M6 2008-A												
64, rue Galilée - 75008 PARIS		37	-23 181	100%	37	37	2 872	3 722,79	-1 977,99	0		
SOPINGEST												
64, rue Galilée - 75008 PARIS		38	2 139	100%	38	38		16 171,38	1 406,22	0		
HSBC MIDDLE EAST LEASING PARTNERSHIP												
The gate district - Dubaï International Financial center	en USD	620 966							21 324,00			
Po box 506553 - Dubaï	en EUR	542 328		85%	423 790	423 790				14 460		
BEAUSOLEIL LTD												
Level 15, HSBC Main Building												
1, queens road central - Hong Kong		210 209	6 929	85%	178 758	178 758		769	-671,58	0		
B. Autres participations												

NOTE 11. – VARIATION DES PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES
(En milliers d'euros.)

Postes (En milliers d'Euros)	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Dépréciations	Reprises de Dépréciations par fusion ou autres	Montant à la fin de l'exercice
SAS FDM 5	85 907					85 907
SAS SAF CHANG JIANG	78 048					78 048
SAS SAF CHANG JIANG SHI WU	29 969		29 969			0
SAS SAF CHANG JIANG SHI LIU	29 062		29 062			0
SAS SAF ZHU JIANG ER	34 001		34 001			0
SAS SAF ZHU JIANG SAN	33 713		33 713			0
SAS SAF ZHU JIANG BA	36 764		36 764			0
SAS SAF ZHU JIANG JIU	30 419					30 419
SAS SAF ZHU JIANG SHI	32 014		32 014			0
SAS SAF ZHU JIANG SHI YI	32 317		32 317			0
SAS SAF ZHU JIANG SHI LIU	26 690					26 690
SAS SAF ZHU JIANG SHI WU	32 276					32 276
SAS SAF ZHU JIANG SHI ER	28 403					28 403
SAS SAF ZHU JIANG SHI QI	32 363					32 363
SAS SAF ZHU JIANG SHI BA	27 309					27 309
SAS SAF ZHU JIANG SHI JIU	31 610					31 610
SAS THASOSFIN	84 903					84 903
SAS SAF ZHU JIANG	81 182					81 182
SAF BAIYUN	11 032					11 032
SAF GUANGZHOU	10 763					10 763

ASSET LEASING KG	823		823			0
BEAUSOLEIL LTD	178 758					178 758
SAS SNCB M6 2007-A	37					37
SAS SNCB M6 2007-B	37					37
SAS SNCB M6 2008-A	37					37
SAS SOPINGEST	38					38
DUBAI PARTNERSHIP	423 790					423 790
Total titres	1 392 265	0	228 663	0	0	1 163 602

Les titres sont présentés à leur valeur nette comptable.

Le titre HSBC Leasing Middle East Dubai Partnership est contre valorisé à son cours historique.

Note 12. – Situation fiscale différée

Actifs latents d'impôt (En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Contribution sociale de solidarité des sociétés	0	0
Dépréciation sur créances SNCB M6	1 887	1 719
Déficits reportables (1)	0	0
Total actif	1 887	1 719

Passifs latents d'impôt	31/12/2018	31/12/2017
Néant	0	0
Total passif	0	0

Les créances et dettes latentes d'impôt sont calculées en appliquant aux bases un taux de 25,83% tenant compte du taux d'impôt sociétés de 25% et de la contribution sociale de 3,3%.

(1) La société bénéficie d'une rétrocession d'IS du Groupe au titre des déficits fiscaux

Note 13. – Ventilation des emprunts par affaires.
En milliers d'euros

Affaires	Date d'octroi	31/12/2018	31/12/2017
FDM 5	28/03/2006		24 022
SAF CHANG JIANG	28/03/2006		21 776
SAF CHANG JIANG SHI WU	09/09/2009		4 586
SAF CHANG JIANG SHI LIU	18/09/2009		4 511
THASOSFIN	28/03/2006	14 087	24 022
SAF ZHU JIANG	13/09/2006		30 506
GUANGZHOU	13/12/2007	12 077	11 530
BAIYUN	19/12/2007	12 077	11 530
SAF ZHU JIANG ER	05/09/2008		5 201
SAF ZHU JIANG SAN	26/09/2008		5 201
SAF ZHU JIANG BA	22/10/2008		5 159
SAF ZHU JIANG JIU	12/11/2008		4 108
SAF ZHU JIANG SHI ER	16/02/2011	6 289	9 859
SAF ZHU JIANG SHI LIU	19/04/2011	6 380	9 990
SAF ZHU JIANG SHI WU	28/02/2011	7 295	11 442
SAF ZHU JIANG SHI QI	17/05/2011	7 299	11 457
SAF ZHU JIANG SHI BA	26/05/2011	6 294	9 883
SAF ZHU JIANG SHI JIU	22/06/2011	9 632	13 631
HSBC - AVANCE DE TRÉSORERIE DUBAI 2015	12/10/2015	131 974	131 974
HSBC - AVANCE DE TRÉSORERIE DUBAI 2017	17/03/2017	26 388	26 388
HSBC - AVANCE DE TRÉSORERIE DUBAI 2017	02/06/2017	39 636	39 636
HSBC - AVANCE DE TRÉSORERIE DUBAI 2018	02/12/2018	16 000	
DECOUVERTS BANCAIRES		0	0
INTERETS COURUS		464	979

Total emprunts		295 892	417 391
----------------	--	---------	---------

IV. — Affectation du résultat.

Deuxième résolution. — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, ayant constaté que les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2018 font ressortir un bénéfice net comptable de 19 660 085,63 euros, approuve la proposition d'affectation de ce bénéfice faite par le Conseil d'Administration et décide d'affecter ce bénéfice de la manière suivante :

Le bénéfice de l'exercice arrêté à	19 660 085,63 €
augmenté du report à nouveau	44 759 716,78 €
Soit au total	64 419 802,41 €
Sera réparti de la manière suivante :	
Dotation à la réserve légale	983 004,28 €
Report à nouveau	63 436 798,13 €

L'Assemblée Générale prend acte des dividendes distribués au titre des trois derniers exercices :

Exercices	Dividendes par action
2015	2,05 EUR
2016	1,93 EUR
2017	3,50 EUR

Les montants des dividendes distribués au titre des exercices 2015, 2016 et 2017 étaient éligibles à l'abattement mentionné au 2° du 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

— Tableau relatif à la répartition et à l'affectation des résultats (en centimes d'euros) :

	31/12/2018	31/12/2017
Résultat à répartir		
Report à nouveau des exercices antérieurs	44 759 716,79	22 529 272,98
Réduction de capital par compensation		
Réserves libres		
Résultat de l'exercice	19 660 085,63	88 279 414,53
Résultat global à affecter	64 419 802,42	110 808 687,51
Affectation du résultat global		
Reserve légale	983 004,28	4 413 970,73
Résultat distribuable	63 436 798,13	106 394 716,79
Dividende		61 635 000,00
Report à nouveau	63 436 798,13	44 759 716,79

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
(Exercice clos le 31 décembre 2018)

Aux Actionnaires,

HSBC Leasing France
39 rue de Bassano 75008 Paris

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société HSBC Leasing France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations. — En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux Actionnaires d'HSBC Leasing France sur la situation financière et les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Nous attestons de l'existence, dans la section rapport de gestion du Conseil d'Administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce ou par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont

considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit. — Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article L.823-16 du code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 30 avril 2019.

Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit :
Nicolas Montillot;

BDO France – Léger & Associés :
Michel Léger.

VI. — Mise à disposition du rapport de gestion.

Le rapport de gestion peut être obtenu sur simple demande à l'adresse du siège social de la société :
— HSBC Leasing (France) 39, rue de Bassano - 75008 Paris.